

Son Excellence Michel Miraillet
Ambassade de France
42, promenade Sussex
Ottawa (Canada) K1M 2C9

6 mars 2024

Monsieur l'Ambassadeur Miraillet,

Je vous écris au nom des [41 organisations membres](#) du Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE) pour **exprimer notre profonde inquiétude quant à l'avenir de la Directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité de l'UE (Corporate Sustainability Due Diligence Directive, CSDDD)**.

Nous sommes extrêmement inquiets de la proposition de dernière minute de la France visant à relever le seuil pour les entreprises dans le champ d'application, un changement qui affaiblirait considérablement cette législation historique.

Les membres du RCRCE représentent les voix de millions de Canadiennes et de Canadiens de divers secteurs, y compris le mouvement syndical, les organisations de solidarité ainsi que les groupes confessionnels, de développement international et d'investissement responsable. Nous sommes en contact avec des organisations de la société civile, des experts en matière de reddition de compte des entreprises, des chefs d'entreprise et des décisionnaires aux quatre coins du monde.

Nous apprécions les progrès réalisés au sein de l'Union européenne en vue d'une mise en œuvre significative de [l'obligation incombant à l'État de protéger](#) les personnes contre les violations des droits humains liées aux activités des entreprises. Pendant trop longtemps, les effets négatifs des entreprises transnationales ont été négligés par le système juridique international. Cette absence de règles applicables a mené à des dommages graves et généralisés aux personnes et à la planète. Les groupes vulnérables et marginalisés ont payé le plus lourd tribut.

Les citoyen.ne.s du monde entier exigent un changement, insistant sur le fait qu'un ordre économique fondé sur des règles, dans lequel les entreprises respectent les droits humains et l'environnement, n'est pas seulement possible, mais absolument nécessaire. De plus en plus, les entreprises et les décisionnaires se joignent à l'appel visant à donner la priorité aux personnes et à la planète.

Une fois mise en œuvre, la CSDDD constituerait une étape importante vers cet ordre fondé sur des règles. Comme le montre l'annexe de cette lettre, la directive novatrice a reçu un soutien remarquable de la part du public, des entreprises, des groupes confessionnels et des universitaires de l'UE, ainsi que d'autres régions, dont le Canada, et d'institutions internationales telles que l'OCDE, le BLI et le HCDH.

Les gouvernements du monde entier reconnaissent que les mesures volontaires ne fonctionnent pas et qu'il faut légiférer. L'UE n'est pas la seule à promouvoir des mesures strictes en matière de reddition de compte des entreprises. Plusieurs États membres de l'Union européenne ont mis en place des lois, et des propositions de loi avancées ont été présentées en Australie, au Brésil, au Canada, au Japon, au Mexique, en Corée du Sud, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les développements au sein de l'UE

influenceront certainement l'issue de ces propositions, ainsi que l'issue de [l'engagement](#) du gouvernement canadien visant à présenter une loi sur la diligence raisonnable dans la chaîne d'approvisionnement.

Nous pensons que le gouvernement français est conscient de l'importance de la CSDDD pour les droits humains et la protection de l'environnement dans le monde entier, de son potentiel à créer un précédent crucial pour les entreprises et les droits humains partout dans le monde, et de l'avalanche dévastatrice qui pourrait se produire dans d'autres régions si la CSDDD n'était pas adoptée après des années de négociations rigoureuses.

Nous vous exhortons à respecter l'accord provisoire et à rejoindre les autres économies avancées qui comprennent que des mesures significatives pour lutter contre les abus des entreprises sont essentielles à la prospérité et la viabilité à long terme pour tous.

Salutations respectueuses,



Aidan Gilchrist-Blackwood

Coordonnateur de réseau, Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises

438 872-0401

cnca-rcrce.ca

ANNEXE

PARTIE 1 : Soutien en faveur de la CSDDD

Soutien massif de l'opinion publique

- Plus de **500 000 citoyen.ne.s et groupes de la société civile de l'UE et du monde entier** ont répondu à la consultation de la Commission européenne sur la CSDDD et ont demandé une loi ambitieuse pour protéger les droits humains, l'environnement et le climat contre les abus des entreprises ([source](#)).
- Des sondages réalisés dans neuf pays de l'Union européenne montrent que **85 % des citoyen.ne.s** sont favorables à l'adoption de règles visant à tenir les entreprises responsables de leurs effets néfastes sur les droits humains et l'environnement ([source](#)).
- **Plus de 100 000 citoyen.ne.s de l'UE** ont signé une pétition réclamant la mise en place d'une CSDDD de l'UE ambitieuse ([source](#)).

Soutien des organismes internationaux

- Depuis 2011, il existe un consensus international sur le fait que les entreprises doivent respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leurs chaînes de valeur mondiales. Ce consensus a été continuellement promu par **l'OCDE, le BLI et l'ONU** ([source](#)).
- Le **Groupe de travail des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme** a appelé tous les États membres à soutenir la CSDDD, de même que le **Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme** ([source](#), [source](#)).

Soutien des entreprises

- Une sélection de petites, moyennes et grandes entreprises allemandes, dont **Bayer et ALDI**, ont réclamé l'adoption de l'accord du trilogue au sein du COREPER ([source](#)).
- **Trente grandes entreprises nordiques** ont demandé à leurs gouvernements d'adopter la CSDDD ([source](#)).
- **Une sélection de 20 entreprises et 11 associations industrielles majeures**, dont la Responsible Business Alliance, AMFORI et AIM, représentant des milliers d'entreprises de l'Union européenne, ont réclamé l'adoption immédiate de la CSDDD ([source](#), [source](#)).
- **L'Association des industries de marque**, qui représente 2 500 entreprises par le biais d'associations nationales de marques et de membres directs comme Unilever, Coca-Cola ou Heineken, a appelé les États membres de l'UE à soutenir la CSDDD ([source](#)).
- **L'Ethical Trading Initiative**, qui représente des entreprises dont le chiffre d'affaires cumulé s'élève à 166 milliards de livres sterling, ainsi que des syndicats et des ONG membres, réclame l'adoption de la CSDDD ([source](#)).
- Un article récent du journal d'investigation allemand *Spiegel* montre que 51 % des entreprises interrogées s'attendent à des effets financiers à long terme « plutôt positifs » de la CSDDD, et 20 % à des effets « très positifs » ([source](#)).

- Les principaux fournisseurs de minéraux étrangers de l'UE revendiquent l'adoption de la CSDDD afin de garantir la durabilité de l'approvisionnement ([source](#)).
- Des groupes d'investisseurs tels que l'**Institutional Investors Group of Climate Change** ont salué le résultat du Trilogue ([source](#)).

Soutien des groupes confessionnels

- En 2020, plus de 230 évêques catholiques ont réclamé l'adoption par l'UE d'une loi sur la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains et d'environnement ([source](#)).
- Cet appel a été réitéré le 13 février 2024 par la **CIDSE et la COMECE**, des réseaux catholiques de l'UE et internationaux ([source](#), [source](#)).

Soutien d'universitaires et de praticiens

- Plus de **300 praticiens, avocats et universitaires spécialisés dans les affaires et les droits humains** se sont joints à l'appel pour soutenir la CSDDD, exhortant les gouvernements de l'UE à comprendre l'importance du moment et à agir collectivement pour garantir l'adoption de la CSDDD lors du vote du 9 février 2024 ([source](#)).
- Plus de **70 chercheurs** d'universités allemandes spécialisés dans la responsabilité des entreprises ont signé une lettre réfutant les arguments avancés dans la lettre des ministres Lindner et Buschmann aux États membres ([source](#)).

Soutien des syndicats

- UNI Global Union appelle les gouvernements à soutenir l'adoption de la CSDDD ([source](#)).

PARTIE DEUX : Soutien en faveur d'une loi sur la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains et d'environnement au Canada

- En 2023, le RCRCE a présenté une pétition comportant **43 000 signatures** au Parlement du Canada demandant l'adoption d'une loi sur la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains et d'environnement ([source](#)).
- En 2022, **plus de 100 universitaires** et spécialistes du droit ont demandé au premier ministre du Canada d'adopter une loi sur la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains et d'environnement ([source](#)).
- En 2021, **150 groupes représentant des personnes affectées dans 32 pays** ont approuvé le modèle de législation du RCRCE pour la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains et d'environnement ([source](#)).
- En 2021, **50 organisations de la société civile canadienne** ont demandé au Canada d'adopter une loi sur la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains et d'environnement ([source](#)).